

COMPLEXE MILITARO-INDUSTRIEL ÉTATS-UNIEN

Le Carlyle Group, une affaire d'initiés



Premier gestionnaire mondial de portefeuilles, le Carlyle Group rassemble le gratin de la politique mondiale. Piloté par l'ancien secrétaire à la Défense Frank Carlucci, il comprend aussi bien George Bush père que les Ben Laden, George Soros, Mikhail Khodorkovsky ou John Major. Il s'est spécialisé dans la prise de contrôle de sociétés d'armement et de médias. Profitant de la présidence d'un de ses anciens cadres, Bush fils, il influe selon ses intérêts sur la politique étrangère des États-Unis. Usant et abusant de ses relations, le groupe réalise 30% de retour sur investissement au risque de se voir régulièrement mis en cause dans des affaires d'initiés et de corruption.

page 2

Le renseignement états-unien est-il réformable ?

TRIBUNES LIBRES
INTERNATIONALES

L'annonce par George W. Bush de la constitution d'une nouvelle commission chargée d'étudier les erreurs des services de renseignements avant la guerre d'Irak entraîne une réflexion de nombreux commentateurs sur ce thème. Pour la représentante démocrate Jane Harman, les cinq commissions ne laissent rien présager de bon et repoussent toute action à un horizon lointain.

page 13

REPÈRE : 10 FÉVRIER 1904

Le Japon devient la nouvelle puissance du Pacifique

Armé et équipé par les États-Unis, qui cherchent à affaiblir la Russie et le Royaume-Uni, le Japon attaque la base navale russe de Port-Arthur, en Mandchourie. Simultanément, une armée d'invasion japonaise débarque en Corée, autre protectorat russe, et s'empare de Séoul. L'empereur du Japon déclare ainsi officiellement la guerre à la Russie, jusque-là principale puissance militaire régionale. Après un an de siège, en février 1905, la garnison russe capitule à Port-Arthur, tandis que la bataille navale de Tsushima, en mai, voit la destruction totale de la flotte russe du Pacifique. Le 5 septembre 1905, la Russie est forcée de céder au Japon ses bases en Mandchourie et à Sakhaline ainsi que le protectorat sur la Corée et la Mandchourie du Sud. L'homme blanc vient d'essayer sa première défaite. Sans le savoir, en armant et en entraînant l'armée japonaise depuis 1890, États-Unis se fabriquent un futur adversaire dans le Pacifique : l'empire japonais, qui les attaquera 30 ans plus tard.



AFFOLEMENT À DOWNING STREET

S'appuyant sur un rapport ancien de l'Attorney general, Lord Goldsmith, les services juridiques du Premier ministre britannique l'ont mis en garde sur les conséquences désastreuses d'une éventuelle reconnaissance officielle du mal fondé de la guerre contre l'Irak. En effet, à la différence des États-Unis, le Royaume-Uni est signataire du Traité instituant la Cour pénale internationale. Tony Blair pourrait donc avoir à répondre personnellement de l'usage illégal de la force et chaque soldat britannique engagé sur le terrain pourrait être poursuivi en complicité de crime de guerre. Pour fuir la justice internationale, le Premier ministre est donc contraint de réaffirmer en permanence que le Royaume-Uni devait faire face à une menace irakienne imminente, même s'il est désormais bien incapable de dire laquelle.

Complexe militaro-industriel états-unien

Le Carlyle Group, une affaire d'initiés

Premier gestionnaire mondial de portefeuilles, le Carlyle Group rassemble le gratin de la politique mondiale. Piloté par l'ancien secrétaire à la Défense Frank Carlucci, il comprend aussi bien George Bush père que les Ben Laden, George Soros, Mikhail Khodorkovsky ou John Major. Il s'est spécialisé dans la prise de contrôle de sociétés d'armement et de médias. Profitant de la présidence d'un de ses anciens cadres, Bush fils, il influe selon ses intérêts sur la politique étrangère des États-Unis. Usant et abusant de ses relations, le groupe réalise 30% de retour sur investissement au risque de se voir régulièrement mis en cause dans des affaires d'initiés et de corruption.



Le Carlyle Group est né, au milieu des années 1980, à la faveur d'une affaire d'esquimaux. Au terme d'un accord avec l'État fédéral, des sociétés d'Alaska ont reçu, en 1971, d'importantes subventions du gouvernement fédéral pour créer des entreprises sur place. Quinze ans plus tard, la plupart de ces sociétés avaient accumulé des dettes considérables et menaçaient de déposer le bilan. Le sénateur de l'Alaska, Ted Stevens, parvint alors à faire adopter une clause

dans la loi fiscale de 1984 autorisant ces sociétés à vendre leurs dettes à des compagnies états-uniennes florissantes, en échange d'un cadeau fiscal. En clair, une société esquimau ayant perdu 10 millions de dollars en une année fiscale peut vendre ses dettes 7 millions de dollars. L'acheteur états-unien peut, quant à lui, retrancher 10 millions de dollars des bénéfices déclarés à l'IRS, profitant ainsi d'une réduction fiscale de 3 millions de dollars [1].

Stephen Norris, cadre dirigeant de la division fusion-acquisition de la société Marriott, réalise que cette niche fiscale constitue un filon à exploiter. Son objectif : trouver des sociétés basées en Alaska disposées à vendre leurs dettes, les mettre en contact avec des compagnies états-uniennes, et empocher au passage 1 % de commission. Pour monter l'opération, il débauche David Rubinstein, ancien membre de l'administration Carter [2], qui travaille alors depuis 6 ans, au sein du cabinet Shaw, Pittman, Potts & Trowbridge et de G. William Miller & Co, également au service fusion-acquisition. David Rubinstein bénéficie d'un impressionnant carnet d'adresses qui lui permet de trouver les interlocuteurs des deux côtés.

Le succès de l'opération, conduite au sein de Marriott, incite les deux hommes à quitter la structure pour s'installer à leur compte. En quelques mois, ils s'arrogent ainsi 1% sur un milliard de dollars de réductions d'impôts obtenu, soit 10 millions de dollars. Le tout au sein d'une société nouvellement créée, et qu'ils vont nommer comme le Carlyle Hotel de New York, où ils tiennent la plupart de leurs rendez-vous. Le Carlyle Group est né.

Errements financiers, progrès politiques

Mais toutes les bonnes choses ont une fin et le gouvernement fédéral supprime rapidement cette niche fiscale. Rubinstein et Norris se reconvertissent alors dans le rachat d'entreprise, dans la conjoncture économique florissante des années 1980. Le but du jeu consiste à obtenir des prêts auprès de grandes banques, à acquérir des positions importantes dans des sociétés en difficulté, en prendre le contrôle à bas prix, réorienter leur politique commerciale puis les revendre à un prix supérieur. Le principal mode d'action est le rachat d'entreprise financé par l'endettement [3].

Les débuts sont chaotiques, Stephen Norris et David Rubenstein découvrant progressivement la nature impitoyable de l'univers économique dans lequel ils souhaitent opérer. Plusieurs opérations de rachat échouent au profit de sociétés plus rompues à l'exercice, tandis que d'autres réussissent, mais sans générer les profits escomptés. Au contraire, les pertes s'accumulent pour Carlyle en 1987-88. Les deux associés cherchent donc du renfort et recrutent plusieurs personnalités telles que Dan D'Aniello et William Conway, ancien dirigeant du service financier de MCI Communications.

Le plus gros coup est le recrutement d'un professionnel avisé de la finance, au passé politique controversé, Frederic V. Malek. Ce dernier, ancien chef du personnel du président Nixon, subit de plein fouet, en septembre 1988, un article du *Washington Post* relatant les délires paranoïaques et antisémites du président Nixon. On y apprend que Malek a, en juillet 1971, établi à la demande du président un listing des employés juifs du Bureau du Travail et des Statistiques, une démarche qui a abouti à l'époque à la mise au placard de deux fonctionnaires juifs situés haut dans l'organigramme, Peter Henle et Harold Goldstein. Le jour même de l'éclatement de l'affaire, qui compromet gravement sa carrière politique, il reçoit un appel de Stephen Norris qui l'invite à rejoindre Carlyle. Pour la société de Washington, c'est une façon inespérée de recruter un homme extraordinairement bien introduit dans le milieu des affaires états-uniens. Dans son carnet d'adresses figurent notamment les noms du président George H. W. Bush et de son fils, George Walker Bush, futur président. Avec lui,

Carlyle peut acquérir une nouvelle dimension.

Cette nouvelle dimension ne concerne pas la réussite financière, mais plutôt le développement incroyable des connexions politiques de la firme, qui permettront, plus tard, d'importants succès. À l'époque, le premier projet concerne la reprise en main de Craterair, une société fournissant les repas aux passagers des vols de plusieurs compagnies aériennes. Le président directeur général de Marriott, J. W. Marriott, souhaite en effet se débarrasser de ce poids mort de sa compagnie, en 1989. Dan Altobello, qui dirige ce secteur, propose immédiatement à Carlyle de le racheter. Ce choix apparaît aujourd'hui comme une évidence : Norris, Malek et D'Aniello sont en effet tous les trois des anciens dirigeants de Marriott.

C'est Frederic V. Malek qui s'occupe de l'opération, à laquelle il fait participer George W. Bush, fils du président de l'époque. L'expérience du fils Bush dans le milieu du pétrole n'a *a priori* aucun rapport avec ses nouvelles fonctions de membre du conseil d'administration de Craterair. C'est donc ailleurs qu'il faut chercher les raisons de son recrutement, des raisons révélatrices des nouvelles méthodes de Carlyle. En réalité, Malek joue un jeu à trois bandes : d'un côté, il vient de négocier, loin de Carlyle, la reprise de la compagnie aérienne Northwest, dont il est le PDG. Cette compagnie a très souvent recours aux services de Caterair. De plus, elle a besoin d'autorisations fédérales en matière de régulation aérienne pour développer son activité. Le recrutement de George W. Bush, qui a besoin d'étoffer son CV dans le monde des affaires, permet d'envisager l'octroi des autorisations par l'entremise de son père, qui siège à la Maison-Blanche, et donc un regain d'activité pour Caterair. La boucle est bouclée. La Guerre du Golfe, qui amène la peur des attentats et la hausse des prix du pétrole entraîne malheureusement pour Carlyle une crise du secteur de l'aviation civile. L'audacieux montage subit donc un échec cuisant. Mais la compagnie de Norris et Rubinstein a, entre temps, considérablement accru ses contacts politiques [4].

Frank Carlucci : l'homme des services au service de Carlyle



En 1988, l'administration Reagan quitte la Maison-Blanche. Carlyle, fidèle à sa tradition, décide d'en recruter les meilleurs éléments. Le choix se porte sur Frank Carlucci, qui vient juste de quitter son poste de secrétaire à la Défense. Le 26 janvier 1989, il devient vice-président du Carlyle Group, ouvrant une nouvelle ère pour la société.

C'est en effet un renfort politique de très haute valeur. Très impliqué dans la Guerre froide, au cours de laquelle il a fomenté un grand nombre de coups fourrés dans divers endroits de la planète, Carlucci est l'homme des

services états-uniens, ancien camarade de classe de Donald Rumsfeld à

Princeton. Il est vice-directeur de la CIA en 1978, sous l'administration Carter, avant d'intégrer le département de la Défense de l'ère Reagan, sous la direction de Caspar Weinberger. Après un passage, en 1982, à la Sears World Trade [5] où il est impliqué dans une affaire de trafic d'armes liée à la CIA, il est nommé en 1986 à la tête du Conseil de sécurité nationale, en remplacement de l'amiral John Poindexter, carbonisé par l'affaire Iran-Contra. En novembre 1987, il remplace Caspar Weinberger au poste de secrétaire à la Défense, pour les dix-huit derniers mois de l'administration Reagan. Au cours de cette période, il se familiarise avec le processus d'élaboration du budget des armées et de ventes d'armes. Une expérience précieuse pour son futur poste au sein de Carlyle.

Frank Carlucci va ainsi être à l'origine du premier rachat lucratif pour Carlyle dans le milieu de l'armement. Il est en effet proche de Earle Williams, le président de BDM International, une société de conseil en questions de défense, filiale de Ford Aerospace. Ce dernier a réussi le tour de force de se faire nommer à la Naval Research Advisory Board, qui conseille la Navy états-unienne sur ses choix stratégiques à long terme, permettant ainsi à BDM d'obtenir de juteux contrats. Le tout en recrutant simplement, au sein de BDM, la femme de Melvyn Paisley, alors en charge de l'attribution des contrats de la Navy. Ce dernier rejoint même les rangs de BDM après avoir quitté ses fonctions en 1987. Ce joyeux cocktail de corruption, de trafic d'influence et de fraude fait finalement l'objet d'une enquête d'envergure à l'été 88, qui aboutit à la mise en accusation de douzaines de responsables du Pentagone, en regard de leur attribution des contrats de défense. Le plus éminent d'entre eux n'est autre que... Melvyn Paisley. Le scandale éclabousse donc logiquement au passage BDM, dont la valeur chute dramatiquement, laissant la place libre à des repreneurs. Achetée 425 millions de dollars par Ford Aerospace en 1988, elle est rachetée 130 millions par Carlyle en 1990, grâce aux bons offices d'Earle Williams qui y conserve son poste de président, tandis que Carlucci et William Conway font leur entrée au conseil d'administration. Le succès de Carlyle est complet.

En quatre ans, le Carlyle Group a mis en place les bases de son succès futur : un savoir-faire financier, un carnet d'adresses politiques fourni et une spécialisation dans le secteur de la Défense où précisément les contacts politiques de haut-niveau sont essentiels. La période qui suit est une mise en application des leçons tirées du passé. C'est aussi la période qui voit William Conway prendre une part de plus en plus importante dans les décisions du groupe. C'est un homme d'affaires réputé pour son flair dans le monde de la finance, mais aussi pour ses méthodes de management autoritaires et conservatrices. Il est à l'origine, avec David Rubinstein, de la reprise mouvementée de la division Défense et Aérospatiale de LTV Corp, qui renforce la réputation du groupe.

Carlyle dans les eaux saoudiennes

À la même période, le Carlyle Group noue des relations avec l'Arabie saoudite. Profitant de la guerre du Golfe et d'une diplomatie états-unienne tournée vers le régime des Saoud, Carlyle rentre en contact avec le prince Alwaleed bin Talal, alors âgé de 35 ans, neveu du roi Fahd ayant fait ses études aux États-Unis. Devenu très riche d'une manière qui reste aujourd'hui inconnue, il souhaite à

l'époque investir aux États-Unis. Le climat politique y est favorable, et la crise financière incite les banquiers à chercher de l'argent là où ils en trouvent. L'une des plus grandes banques du pays, la Citicorp, cherche ainsi 1,5 milliard de dollars pour rester à flot. Conscient de l'opportunité, le prince Alwaleed passe par un cabinet d'affaires de Washington pour intervenir. Ce cabinet lui conseille d'avoir recours aux services du groupe Carlyle, qui possède de nombreux atouts en matière de connexion politique qui peuvent se révéler utiles au prince. La manœuvre se heurte néanmoins à l'opposition de plusieurs membres du Congrès, hostiles à la prise de contrôle des banques états-uniennes par des investisseurs étrangers. L'entregent de Stephen Norris permet finalement d'obtenir l'agrément indispensable du Federal Reserve Board, à condition que le prince Alwaleed n'intervienne pas dans la gestion de la banque. Le 21 février 1991, le Carlyle Group peut donc se vanter d'avoir permis l'investissement de 590 millions de dollars du prince saoudien dans l'une des principales banques états-uniennes. La manœuvre permet au prince d'être potentiellement détenteur de 15 % des actions de la banque, devenant ainsi l'un de ses principaux actionnaires.

Des déclarations à l'emporte-pièce de Stephen Norris, revendiquant pour Carlyle le sauvetage de la banque et sous-entendant que le prince chercherait certainement à influencer sur les décisions du conseil d'administration, amènent finalement le Federal Reserve Board à revenir partiellement sur son autorisation. Il n'empêche, le Carlyle Group a réussi son entrée sur la scène internationale.

La société va profiter de son avantage pour acquérir, en 1992, une entreprise peu connue, Vinnell, qui doit servir de relais au Proche-Orient pour l'expertise militaire détenue par Carlyle. Vinnell est une société privée dont l'activité consiste à entraîner des armées étrangères lorsque celles-ci en ont besoin. Elle forme depuis 1975 les forces armées saoudiennes, et ses mercenaires, composés des éléments les plus aguerris des Special Forces, ont combattu aux côtés des troupes régulières lors de la Guerre du Golfe, en 1991. A l'époque, une commission d'enquête parlementaire diligentée par le sénateur Henry Jackson avait révélé que les critères de recrutement excluaient que soit embauché toute personne de religion juive. On retrouve ensuite la société lors du scandale de l'Iranganate, puisque Richard Secord, général à la retraite de l'Air Force travaillant pour Vinnell fût impliqué en tant que complice d'Oliver North. En 1987, un article de *Time Magazine* met à nouveau en cause la société de mercenaires en révélant que deux de ses employés auraient été impliqués dans la tentative avortée de renversement du Premier ministre de Grenade, l'homme de gauche Maurice Bishop.

La reprise par Carlyle ne va rien changer aux activités de Vinnell. Au contraire, elle va s'accompagner d'un renforcement de la présence militaire états-unienne dans la région, de 1992 à 1995. En 1995, les bureaux à Riyad de Vinnell et de BDM, deux sociétés détenues par Carlyle, sont soufflés par un attentat meurtrier qui fait sept morts, dont cinq États-uniens. Les bureaux visés sont ceux soutenant le contrat de Vinnell auprès de la Garde nationale, à une époque où de nombreux Saoudiens souhaitent voir l'armée états-unienne quitter le pays. L'affaire fait grand bruit aux États-Unis et de nombreux témoignages anonymes font alors ressortir que Vinnell est, en réalité, une façade pour les interventions de la CIA, chargée, en Arabie saoudite, d'infiltrer l'armée

nationale. D'après un ancien employé, même après le rachat par BDM (donc Carlyle) de la société, celle-ci aurait conservé toute son autonomie. Voilà qui lève une part du voile sur la couleur politique et les intentions des dirigeants du Carlyle Group. Ceux-ci ont néanmoins revendu Vinnell en 1997 [6], ce qui n'empêche pas celle-ci de continuer son œuvre en Arabie saoudite. Un rôle qui lui valut d'être au cœur d'importantes polémiques après les attentats du 11 septembre et l'apparition, au sein de l'administration Bush, d'un violent courant anti-saoudien.

Un renfort de choix : James Baker III

En 1993, le Carlyle Group poursuit son parcours du combattant pour parvenir au sommet du monde de la finance. Pour cela, il a besoin d'un nouvel atout pour ses relations publiques et politiques, une figure reconnue plus disponible que Frank Carlucci, devenu entre-temps membre du conseil d'administration de 32 sociétés, dont certaines n'appartiennent pas à Carlyle. À la fin de l'ère Bush, en 1992, David Rubenstein, Frank Norris et William Conway se rendent donc à la Maison-Blanche pour y débusquer l'oiseau rare : ce sera James A. Baker III [7].

Ce dernier dispose d'impressionnants états de service au profit des républicains : sous-secrétaire d'État au Commerce sous Ford en 1975, il fût directeur des campagnes de Ford, Reagan et Bush, directeur de cabinet de Ronald Reagan de 1981 à 1985, secrétaire au Trésor de 1985 à 1988, puis secrétaire d'État sous George Bush père de 1989 à 1992. Après la défaite de ce dernier face à William Jefferson Clinton, il retourne vers le monde des affaires d'où il est issu, en acceptant des responsabilités à la fois pour Enron et pour le Carlyle Group. L'annonce de son recrutement par la société basée à Washington déclenche une effervescence médiatique autour de Carlyle, et on annonce même l'arrivée prochaine au sein du groupe de Colin Powell. En tout état de cause, l'arrivée de Baker renforce considérablement la position de Carlyle.



George Soros

Le nom de James Baker va permettre au groupe de lever des fonds importants, ce qui avait été impossible jusque-là. Le premier objectif, fixé par David Rubenstein à 500 millions de dollars, sera rapidement dépassé, grâce à l'arrivée du financier George Soros, qui vient, en 1992, de mettre la livre anglaise à genoux [8]. Celui-ci accepte d'investir 100 millions de dollars dans la société, mais aussi

évidemment de lui apporter sa propre notoriété de financier hors-pair. Ce qui permet à Carlyle de lever, en 4 ans, plus de 1,3 milliard de dollars, soit plus de deux fois la somme initialement recherchée. Les rachats sont alors couronnés de succès, le groupe se focalisant sur les domaines liés à la Défense et aux ventes d'armes, deux terrains qui nécessitent des contrats avec le gouvernement. Or la proximité avec les décideurs politiques est désormais la spécialité de Carlyle. Le groupe va ainsi fleurir, faisant gagner près de 30 % annuels à ses actionnaires. La liste des membres du Carlyle continue elle aussi à s'allonger, avec l'arrivée de George Bush Sr au rang de « *conseiller supérieur* », celui-ci étant devenu un ami proche de David Rubinstein, mais aussi de l'ancien Premier ministre conservateur britannique, John Major, qui est chargé des investissements en Europe, fin 1997. Le Carlyle Group bénéficie également du soutien du fonds de pension de la Banque mondiale, dont il a recruté l'ancienne trésorière en charge des investissements, Afsaneh Mashayekhi Beshloss. Celle-ci avait confié une bonne partie des fonds à sa disposition à Carlyle.

Carlyle multiplie ses investissements à l'étranger, notamment en Amérique latine, en Russie (avec l'oligarque Mikhail Khodorkovsky) et en Europe, ainsi que le recrutement de responsables politiques tels que le Premier ministre de Corée du sud, Park Tae-joon et l'ancien Président des Philippines, Fidel Ramos. Et ceux qui ne peuvent y travailler, y envoient leurs proches, comme Madeleine Albright qui fait engager sa fille Alice.

L'arrivée de George W. Bush à la présidence des États-Unis est une consécration pour le Carlyle Group. Le nouveau résident de la Maison-Blanche doit en effet sa nomination au travail de sape juridique fourni par James Baker III, membre du Carlyle Group, et aux amitiés politiques de son père, George H.W. Bush, également lié au fonds d'investissement de Washington. Carlyle a même financé la campagne politique des républicains à hauteur de 359 000 dollars, contre 68 000 seulement pour les démocrates. Le désavantage de cette politique est qu'elle attire vers la société l'attention de l'ensemble des médias états-unis.

Bush père et fils : la diplomatie Carlyle

Le premier véritable scandale éclate en mars 2001, lors d'une visite de Bush senior en Arabie saoudite, en tant que responsable du Carlyle Group. Sa rencontre avec le roi Fahd suscite de nombreuses interrogations dans la presse états-unienne : s'agit-il d'une rencontre diplomatique ? d'un voyage d'affaires privées ? des deux à la fois ? Des questions d'autant plus légitimes que l'ancien président des États-Unis, accompagné de John Major, profite de l'occasion pour rencontrer d'anciens partenaires en affaires, la famille Ben Laden, alors même que l'un des frères, Oussama ben Laden, est déjà considéré comme une menace terroriste par les services de renseignement états-unis.



Le deuxième dossier majeur concerne la Corée du Sud. L'arrivée au pouvoir de George W. Bush a été caractérisée par une politique extrêmement agressive à l'égard de la Corée du Nord, qualifiée d'« *État voyou* ». Les pays de la région, tels que la Corée du Sud ou la Thaïlande, voient d'un mauvais œil cette escalade diplomatique, et remettent alors gravement en cause leurs accords signés avec Carlyle en mai 1999, lors d'une visite de George Bush Sr. Des contacts privilégiés existent entre la société et de nombreux dirigeants locaux, puisque Carlyle compte dans ses rangs le Premier ministre sud-coréen élu en 2000, Park Tae-joon, mais aussi son gendre, Michael Kim, chargé de gérer les intérêts coréens aux États-Unis, et l'ancien Premier ministre thaïlandais, Anan Panyarachum.

Cet édifice patiemment construit est subitement mis à mal par les déclarations du nouveau président états-unien, lui-même influencé par les faucons de son administration. George W. Bush semble jouer contre son propre camp. Il est vite ramené à la raison.

Le 6 juin 2001, George W. Bush opère un revirement subit et annonce la reprise du dialogue avec Pyongyang. Quatre jours plus tard, le *New York Times* évoque des discussions entre le père et le fils Bush ayant provoqué cette décision : selon le journal, Bush père, convaincu que son fils était indûment influencé par le Pentagone, lui aurait conseillé d'adopter une position plus modérée sur ce dossier. Il aurait argué du fait qu'une position dure à l'encontre de la Corée du Nord mettrait à mal le gouvernement sud-coréen, et nuirait en conséquence aux intérêts états-uniens dans la région. Une ingérence bien inhabituelle à la tête d'une démocratie aussi solidement enracinée que celle des États-Unis.

Il ne s'agit pas là d'un acte isolé : le 18 juillet 2001, le *New York Times* rend compte d'une nouvelle intervention de l'ancien directeur de la CIA dans la diplomatie états-unienne. George Bush père aurait en effet appelé le prince héritier de l'Arabie saoudite Abdullah, de la part de son fils, afin d'assurer le gouvernement saoudien que « *le cœur [de son fils] est du bon côté* », par rapport au Proche-Orient. Un appel rendu nécessaire par la politique uniquement pro-israélienne menée par l'actuel président. D'après le journal, ce dernier était présent lors du coup de téléphone. Ces révélations suscitent de violentes réactions de la part des organisations civiques tournées vers la moralisation de la vie politique. Nombreuses sont celles qui demandent alors que Bush père démissionne du Carlyle Group, s'il souhaite jouer un rôle dans la diplomatie du pays.

Le 11 Septembre : la Divine providence pour le Carlyle Group

La polémique est certes vivace, mais reste minime par rapport à celle qui attend les actionnaires de Carlyle à la fin de l'été 2001. La société est en effet au cœur de l'événement le plus traumatique qu'aient connu les États-Unis depuis Pearl Harbour : les attentats du 11 septembre 2001.

Ce jour là, le Carlyle Group tient sa conférence internationale annuelle pour les investisseurs à l'hôtel Ritz Carlton de Washington DC. Frank Carlucci, James Baker III, David Rubenstein, William Conway et Dan D'Aniello ont convié une galerie d'anciens dirigeants venus des quatre coins de la planète, d'anciens experts en question militaires, de riches Arabes venus du Proche-Orient et

plusieurs investisseurs internationaux majeurs, qui peuvent ainsi assister aux attaques terroristes sur écran géant. Parmi les personnalités, on trouve notamment Shafiq Ben Laden, officiellement « *brouillé* » avec son frère Oussama, et George Bush père. Ce dernier aurait, d'après le porte-parole de Carlyle, quitté la convention peu avant les attentats, et se serait trouvé dans un avion au-dessus du Midwest lorsque fût ordonnée l'interdiction de décoller à tout appareil sur le sol états-unien.

La première conséquence de ces attaques est un cadeau du ciel pour le Carlyle Group : le Congrès approuve immédiatement le déblocage de 40 milliards de dollars pour la Défense tandis que, dans l'ombre, les membres de l'administration Bush commencent à plancher sur le budget 2002 du Pentagone qui prévoit une hausse de 33 milliards de dollars. Des décisions qui ont pour conséquence de rendre les partenaires de Carlyle extrêmement riches. Le projet jusque là vivement controversé du Crusader, la super-arme états-unienne, est adopté sans opposition. Un projet vivement défendu par Carlyle, puisque réalisé par United Defense, une société détenue par le fonds états-unien. Ses dirigeants profitent d'ailleurs de ces décisions pour nationaliser United Defense, en décembre 2001, empochant au passage 237 millions de dollars.

Moins glorieux, la presse états-unienne, et notamment le *Wall Street Journal* met à jour les liens du Carlyle Group avec la famille Ben Laden. Celle-ci a commencé au début des années 1990, lorsque le groupe tentait de prendre le contrôle de la société italienne Italian Petroleum. À cette occasion, son émissaire au Proche-Orient, Basil Al Rahim, s'était rendu en Arabie saoudite, en Jordanie, au Bahreïn et aux Émirats arabes unis pour y trouver des investisseurs. Il avait alors fait la connaissance de la famille Ben Laden, à la tête d'une entreprise de travaux publics évaluée à 5 milliards de dollars, le Saudi Binladin Group. La famille a certes rompu avec le plus connu de ses cinquante membres, Oussama, qui s'est vu retirer la nationalité saoudienne en 1991, mais l'article du *Wall Street Journal* met néanmoins l'accent sur l'affreux paradoxe que représente la possibilité pour la famille du terroriste de s'enrichir à la faveur des attentats, par le biais du Carlyle Group. Une information qui oblige les dirigeants à minimiser les investissements de la famille Ben Laden (estimée selon eux à 2 millions de dollars, elle concerne en réalité plusieurs fois cette somme d'après Basil Al Rahim, qui a quitté le groupe en 1997) et à liquider rapidement leurs avoirs.

Lorsque survient la psychose liée à l'anthrax, en octobre 2001, le Carlyle Group est à nouveau là pour offrir - ou plutôt vendre - la solution : il détient en effet 25 % d'une société appelée IT Group, spécialisée dans le nettoyage de déchets environnementaux et toxiques. En situation délicate avant l'épisode de l'anthrax, IT Group signe, au cours de la période, plusieurs contrats de désinfection dans des bâtiments « *contaminés* » tels que le Hart Senate Office Building et le centre de tri postal de Trenton [9]. Des chantiers qui emploient 400 travailleurs à plein temps pendant plusieurs jours, et permettent d'envisager un sauvetage miraculeux de l'entreprise. Il n'en sera rien, finalement, puisque la compagnie déposera tout de même le bilan, non sans avoir au préalable considérablement réduit ses dettes. On retrouve également Carlyle dans le sillage de Bioport, une société détenant le seul contrat gouvernemental pour la réalisation d'un vaccin expérimental et controversé

contre l'anthrax. Travaille en effet dans cette société l'amiral à la retraite William Crowe, président du bureau des directeurs de cabinet au secrétariat à la Défense, du temps de Frank Carlucci. Si les deux hommes se connaissent bien, aucun lien commercial entre les deux sociétés n'a cependant été établi.

En France, le Carlyle Group a acheté la principale entreprise de Vitrolles, le Groupe Genoyer qui fabrique des pièces détachées pour l'équipementier pétrolier Halliburton. Puis, il s'est emparé du papetier Otor, avant d'investir dans la presse. De 1999 à 2002, il a détenu 30 % du *Figaro*, qui a imposé Dominique Baudis à la présidence du Comité éditorial [10]. Il détient aujourd'hui 28% d'Aprovia (le pôle professionnel et santé de l'ex groupe Vivendi Universal Publishing), avec des titres comme *Test*, *Le Moniteur* ou *L'Usine nouvelle*. Et des participations dans Médimédia, qui édite par exemple *Le Quotidien du Médecin* et contrôle les Éditions Masson. Par ce biais, il bénéficie d'une expertise et d'une veille permanente sur la recherche et le développement industriels français. De plus, Carlyle s'est porté acquéreur de Vivendi Universal Entertainment.

En outre, Carlyle a investi dans l'immobilier de bureaux à Boulogne, Ivry, La Défense, Malakoff, Montrouge et Paris, avec une nette préférence pour les immeuble hébergeant des sociétés liées à l'armement.

L'étude détaillée du fonctionnement du Carlyle Group surprend et inquiète. Jamais l'influence d'une société privée n'a menacé à ce point d'engloutir une démocratie aussi ancienne que celle des États-Unis. Ce subtil dosage de collusion, de corruption et de népotisme, à un tel niveau de responsabilités, fait résonner d'une manière particulière les mots prononcés par le président Dwight Eisenhower lorsqu'il quitta les commandes du pays, en janvier 1961 : « *Au sein des différents conseils du gouvernement, nous devons nous protéger contre l'apport d'une influence injustifiée, qu'elle soit recherchée ou non, de la part du complexe militaro-industriel. Le potentiel pour une montée désastreuse d'un pouvoir hors de propos existe et persistera. Nous ne devons jamais laisser cette agrégation mettre en danger nos libertés et nos processus démocratiques.* »

[1] Cette enquête s'appuie sur l'excellent livre de Dan Briody sur le fonctionnement du Carlyle Group : *The Iron Triangle - Inside the secret world of the Carlyle Group*, par Dan Briody, Wiley, 2003.

[2] David Rubenstein était l'un des assistants en politique intérieure du président Jimmy Carter, à l'âge de 27 ans. Il est décrit par ses collaborateurs de l'époque comme un serviteur modèle de l'État, « *le premier à arriver au travail, le dernier à en partir* ».

[3] C'est ce qu'on appelle le Leveraged Buy Out ou LBO, qui consiste à constituer un holding qui s'endette pour racheter la cible. Le holding paiera les intérêts de sa dette et remboursera celle-ci grâce aux dividendes réguliers ou exceptionnels provenant de la société rachetée.

[4] « *The fancy financial footwork of George W. Bush - The president as businessman* », par David Ignatius, *International Herald Tribune*, 7 août 2002.

[5] Filiale du géant de la distribution Sears Roebuck fondé par le général Robert E. Wood. Dans les années 50, la holding finança la création de l'American Security Council, embryon de ce qui est devenu le lobby militaro-industriel états-unien.

[6] Carlyle n'a pas tardé à réinvestir dans le mercenariat en achetant USIS (US Investigations Services), qui assure par exemple la sécurité du président Karzaï en

Afghanistan.

[7] Voir « [James A. Baker III, un ami fidèle](#) », *Voltaire*, 16 décembre 2003.

[8] Voir « [George Soros, spéculateur et philanthrope](#) », *Voltaire*, 15 janvier 2004.

[9] Pour une raison inconnue, IT avait également été chargé de vitrifier les décombres du Pentagone au lendemain du 11 septembre.

[10] Les parts ont été revendues depuis au groupe Dassault et M. Baudis est devenu président du CSA.

Voltaire

Voltaire est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale. *Voltaire* est publié par les Éditions

Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).

Directeur de la publication : Thierry Meyssan.

ISSN en cours. CMPP en cours. *Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.

Prix au numéro (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 \$; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 \$; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zélande 2,99 \$; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

Abonnements

trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

annuel : particuliers 72 €, institutions et société 180 €.

Paiement électronique sécurisé : www.reseauvoltaire.net/abonnement.php .

Le renseignement états-unien est-il réformable ?

Analyse

La représentante démocrate de Californie, Jane Harman, exprime son scepticisme face aux cinq commissions d'enquête sur les erreurs de renseignement en Irak. Cette abondance ne laisse rien présager de bon et repousse toute action à un horizon lointain. Pourtant, note-t-elle dans le *Washington Post*, les États-Unis pour assurer leur sécurité ne peuvent pas rester dans la situation actuelle. Il faut d'urgence restructurer la communauté du renseignement et rappeler des règles de base, comme rapporter ses doutes plutôt que de supputer sur ce que l'on ignore.

L'amiral Stansfield Turner, qui tenta en vain de réformer la CIA sous la présidence Carter, va plus loin encore. Il remet en cause l'architecture de la communauté du renseignement, telle qu'elle existe depuis 1947. Constatant dans le *New York Times* que ses observations ont été reprises par un ancien conseiller national de sécurité républicain, Brent Scowcroft, il espère qu'elles ne seront pas interprétées de manière partisane. Il faut en fait mettre fin au système hérité de la Guerre froide et adopter la même organisation que les grandes démocraties : centraliser la direction des services, tout en maintenant une distinction entre renseignement intérieur et extérieur.

Le commentateur militaire du *Los Angeles Times*, William M. Arkin, dénonce l'organisation de la communauté états-unienne du renseignement qui prétend tout enregistrer, tout compiler, tout analyser et ne peut à l'évidence pas le faire. Cette méthode quantitative ne permet pas d'anticiper quoi que ce soit, et donne *a posteriori* une vision fautive des événements parce qu'elle ne permet pas de relativiser les éléments qu'elle prend en compte. Pire, pendant que les services classiques se noient dans les données qu'ils amassent sans les traiter, le Bureau des plans spéciaux du Pentagone fabrique de l'information. Il l'impose à tous et fait perdre toute crédibilité internationale au renseignement états-unien.

De son côté, Ted Gup, écrivain nationaliste qui rendit hommage aux agents de la CIA tombés en mission, s'interroge dans le *Washington Post* sur l'attitude répétitive du directeur de la CIA, George Tenet. Ce n'est en effet pas la première fois que la CIA, sous son autorité, accrédite des informations erronées qui conduisent à une action militaire, provoquant la mort d'innocents et le discrédit international des États-Unis. Cela a été le cas pour la guerre d'Irak, en 2003, mais aussi pour le bombardement de l'usine pharmaceutique d'Al-Shifa, en 1998. À l'époque l'Agence avait certifié qu'Oussama Ben Laden y fabriquait des armes de destruction massive. Une enquête internationale a montré qu'il n'en était rien.

L'ancien directeur de la CIA, James Woolsey se livre, quant à lui, à de difficiles contorsions dans le *Wall Street Journal* : reconnaître les mensonges sur les armes de destruction massive, nier ses responsabilités personnelles et se défaire sur son successeur, et justifier quand même l'attaque de l'Irak. Une nouvelle fois, il se sort brillamment de cette situation en arguant du fait que la France et la Russie ont cru, elles aussi, aux armes de destruction massive irakiennes. Ce n'est évidemment pas vrai, mais les diplomates français et russes firent mine d'y croire au Conseil de sécurité pour ne pas heurter frontalement Washington. En effet, on trouvera sans difficulté des déclarations officielles contradictoires sur ce sujet et l'on se souviendra de l'humiliation faite par Vladimir Poutine à Tony Blair lors d'une conférence de presse commune. Surtout, la seule position affirmée de la communauté fut de soutenir les rapports d'Hans Blix, lesquels démentaient formellement l'existence d'une menace irakienne.

De l'autre côté de l'Atlantique, Charles Kennedy explique, dans *The Independent*, pourquoi le Parti libéral britannique qu'il préside ne participera pas à la Commission Butler. Il considère en effet que toute nouvelle investigation sur les erreurs des services de renseignement et sur leur nécessaire réforme ne font que reculer la question politique de savoir pourquoi le gouvernement Blair a entraîné le Royaume-Uni dans la guerre contre l'Irak.

Le Premier ministre turc, Recep Tayyip Erdogan, a prononcé un discours à Harvard qui est partiellement reproduit par *The Independent*. Il y souligne l'aspiration à la démocratie des populations du Proche-Orient, mais c'est pour mieux rappeler que choisir la démocratie ne veut pas dire choisir les États-Unis. De ce point de vue, il refuse d'avoir à choisir entre Washington et Bruxelles.

Enfin, le secrétaire d'État adjoint Richard L. Armitage s'efforce de rassurer les lecteurs de l'*Asahi Shimbun* sur les intentions des États-Unis face à la Corée du Nord. Washington ne souhaiterait pas de changement de régime, juste son désarmement. Et il ferait passer cet objectif après celui auquel tiennent tant ses lecteurs : la libération des Japonais enlevés par Pyongyang. Cet assaut de courtoisie plaira sans aucun doute dans l'archipel, mais les Japonais n'en seront pas dupes pour autant.

Réseau Voltaire

Jane Harman



Avocate engagée pour la défense des droits des femmes et des gays, Jane Harman fut une proche collaboratrice du président Jimmy Carter. Elle s'est spécialisée dans les questions environnementales avant d'être élue députée démocrate de Californie. Actuelle présidente du groupe démocrate à la Commission du renseignement de la chambre des Représentants et membre de la Commission de la sécurité de la patrie, elle est devenue une référence dans son parti en matière de sécurité intérieure et de lutte contre le terrorisme. Elle est l'épouse de Sidney Haman, directeur d'Harman International Industries.

« Quatre mesures pour un meilleur renseignement »

Source : Washington Post

Référence : « Four Steps to Better Intelligence », par Jane Harman, *Washington Post*, 7 février 2004.

Aujourd'hui, pas moins de cinq commissions sont en train d'étudier les questions de renseignement dans notre pays et les renseignements dont nous disposons avant la guerre d'Irak. Nous ne pouvons cependant pas attendre novembre pour mener des transformations dans les agences de renseignement car c'est la crédibilité et la sécurité des États-Unis qui sont en jeu.

Les dirigeants politiques et des agences de renseignement doivent cesser de nier et prendre des mesures :

- ▶ Il faut que, dans leurs rapports, les analystes pointent ce qu'ils ne savent pas plutôt que de faire des suppositions sur ce qu'ils ignorent. **George Tenet** doit rappeler cette règle à ses analystes.

- ▶ Nous devons corriger tous les rapports sur les armes de destruction massive d'autres pays où nous avons des doutes.

- ▶ Il faut cesser de se baser sur les seules sources satellites et envoyer sur le terrain des agents familiarisés avec les langues et les cultures des pays visés.

- ▶ Il faut s'impliquer dans le renforcement des inspections de l'ONU.

Il faut que le président et le directeur de la **CIA** reconnaissent notre problème en matière de renseignement et il faut qu'ils constituent une direction centrale du renseignement.

Stansfield Turner



L'Amiral retraité Stansfield Turner est ancien directeur de la CIA sous l'administration Carter (1977-1981). Il est professeur à la School of Public Affairs de l'University of Maryland

« Cinq mesures pour un meilleur espionnage »

Source : New York Times

Référence : « Five Steps to Better Spying », par Stansfield Turner, *New York Times*, 9 février 2004.

Dans le débat sur le renseignement avant la guerre, il y avait deux questions importantes : le président peut-il blâmer quelqu'un pour les erreurs commises et le président peut-il réparer ce qui fonctionne mal ? Dans les deux cas, la réponse est non car le principal problème réside dans les termes de la loi sur la sécurité nationale de 1947 qui crée le poste de directeur du renseignement central.

Ce directeur coordonne l'action des agences, mais il n'a pas d'autorité sur elles. Au contraire, le secrétaire à la Défense attribue 80 % du budget des agences et en gère sept sur quinze. Cela n'a plus de sens depuis la fin de la Guerre froide. Il faut donner plus de pouvoir au directeur en suivant les mesures suivantes :

- ▶ Avant le 11 septembre, la commission sur le renseignement présidée par Brent Scowcroft demandait que la **National Security Agency**, le **National Reconnaissance Office** et la **National Geospatial Intelligence Agency** soient placés sous la responsabilité du directeur des renseignements, même si le Pentagone pourrait encore leur demander directement des recherches sans passer par le directeur.
- ▶ Le directeur pourra décider de la distribution des informations entre agence.
- ▶ Il gèrera le budget des quinze agences pour mieux répartir les ressources.
- ▶ Le Terrorist Threat Information Center sera par contre confié au **secrétaire à la Sécurité de la Patrie** afin que le renseignement étranger ne se confonde pas avec le renseignement intérieur.
- ▶ Les fonctions de directeur du renseignement et de directeur de la **CIA** seront séparées.

William M. Arkin

William M. Arkin est analyste en questions militaires, rédacteur du site *The U.S. Military Online*. Il est chroniqueur du *Los Angeles Times*.

« Les chasseurs de trésor ont besoin d'un plan fiable »

Source : Los Angeles Times

Référence : « Treasure Hunters Need Reliable Maps », par William M. Arkin, *Los Angeles Times*, 8 février 2004.

Selon un rapport de la **National Security Agency**, les États-Unis et leurs partenaires interceptent chaque jour 650 millions d' « événements » : signaux radars, transmissions de données, messages, coups de fil, fax et e-mails. Tout cela, dans des douzaines de langues et souvent plus ou moins codé, est envoyé aux analystes des différentes agences. Ceux-ci doivent aussi étudier les résultats des renseignements humains, des rapports des forces de l'ordre et les « sources ouvertes ». Cette impressionnante quantité de document à traiter explique les échecs des services de renseignement sur l'Irak et le 11 septembre.

Nous ne savons pas gérer ce volume de données et nous ne savons pas l'analyser. Avant le 11 septembre, les États-Unis ont échoué à voir la préparation des attentats car ils ne cherchaient pas une conspiration, mais depuis ils en cherchent partout et placent tous les groupes activistes dans un réseau et une menace commune.

Ainsi, **Donald Rumsfeld** a constitué une « équipe B » composée de **David Wurmser** et de **F. Michael Maloof** qui est chargée de rechercher les liens qui pourraient regrouper des groupes terroristes disparates. Ce groupe a conclu que le Hamas, le Hezbollah et le Jihad islamique se rassemblaient de plus en plus. La **CIA** et la **Defence Intelligence Agency** ont affiché leur scepticisme, mais **Richard Perle** a balayé les oppositions en affirmant que les deux agences n'avaient pas cherché ce qu'il fallait chercher. L'équipe Wurmser-Maloof a également trouvé des liens entre **Saddam Hussein** et **Al Qaïda** et affirme qu'Al Qaïda est présent en Amérique latine.

Ces affirmations risquent, à terme de nous faire ressembler à l'enfant qui criait au loup et nous ne serons plus cru. Les demandes de **J. Cofer Black** du **département d'État** d'un renforcement des mesures anti-terroristes en Amérique latine en raison de la présence dans ces pays de structures terroristes liés à **Al Qaïda** ou au **Hezbollah** risquent bien de ne pas être écoutées.

La commission nommées par **George W. Bush** devra s'interroger sur les moyens d'analyser les données pour y trouver ce qu'on ne cherchait pas nécessairement sans parvenir pour autant à des résultats orientés idéologiquement.

Ted Gup



Ted Gup est l'auteur de *The Book of Honor : The Secret Lives and Deaths of CIA Operatives* et professeur de journalisme à la Case Western Reserve University.

« Danger immédiat à la CIA »

Source : Washington Post

Référence : « Imminent Danger at The CIA », par Ted Gup, *Washington Post*, 7 février 2004.

Les États-Unis ont lancé des missiles de croisière sur un pays en affirmant que celui-ci avait des liens avec Ben Laden et possédait des armes de destruction massive. Cela a causé de nombreux morts et provoqué des tensions dans les relations internationales. Nous avons finalement été incapables de prouver l'existence de ces armes et **George Tenet** s'est expliqué à Georgetown en défendant la CIA et en refusant de reconnaître ses erreurs. Je ne parle pas des récents événements en Irak, mais de ceux de Khartoum en 1998.

A chaque fois, Tenet a défendu l'Agence et refusé la moindre responsabilité. Aujourd'hui, il rappelle que la CIA n'a jamais dit que l'Irak était une menace imminente. Pourtant il se tenait aux côtés de **Colin Powell** quand celui-ci a prononcé son discours devant le Conseil de sécurité de l'ONU affirmant que l'Irak était une menace.

La CIA aime répéter qu'on ne connaît que ses erreurs et pas ses succès, mais cela est invérifiable et ses erreurs sont nombreuses. Tenet, même sans tenir compte du 11 septembre, a le plus mauvais bilan en matière de renseignement de l'histoire de notre pays. Il est urgent de faire la lumière sur ce qui s'est passé afin de restaurer la crédibilité de l'Agence et de dépolitiser le processus. Il ne s'agit pas d'une mesure punitive, mais d'une question de sécurité pour notre pays.

James Woolsey



James Woolsey est ancien directeur de la CIA (1993-1995). Il est fondateur de la Foundation for the Defense of Democracies, un think-tank néo-conservateurs fondé après le 11 septembre. Pendant plusieurs années, il fut le mentor de l'Iraqi National Congress.

« "Kay" sera, sera »

Source : Wall Street Journal

Référence : « 'Kay' Sera, Sera », par James Woolsey, *Wall Street Journal*, 9 février 2004.

Nos espions sont-ils des imbéciles pour avoir cru que l'Irak possédait des armes de destruction massive ou l'administration Bush a-t-elle menti ?

Il faut se souvenir tout d'abord qu'avant la guerre il n'y avait pas de désaccord entre les États-Unis et la communauté internationale sur le fait que l'Irak possédait des armes de destruction massive. Jacques Chirac avait affirmé que l'Irak devait être désarmé et les services secrets allemand et russe croyaient également à cette présence d'armes de destruction massive. Dans le même temps, les Israéliens, y croyant également, avaient distribué des masques à gaz à toute leur population. Et les généraux irakiens capturés pensaient tous sincèrement que leur pays en possédait même s'il savait que leurs troupes n'en disposaient pas. Cela peut paraître paradoxal quand on sait qu'on a rien trouvé en Irak, mais il y a plusieurs possibilités d'explication :

- ▶ Saddam avait peut-être détruit ses armes, mais continuait à faire croire qu'il en possédait pour intimider les États-Unis et son peuple. David Kay a aussi suggéré qu'il était possible que Saddam Hussein ait cru qu'il en possédait, mais que les fonds étaient en fait détournés par les scientifiques qui n'en construisaient aucune.
- ▶ Il a aussi pu détruire ses armes à la dernière minute, espérant un cessez-le-feu négocié par la France et la Russie en échange d'inspections plus sévères.
- ▶ Il est possible également que ces armes aient été envoyées en Syrie. Quelle que soit la réponse, il n'a pu y avoir que de petites quantités d'arme et on est loin des larges stocks dont on nous a parlé. Il ne faut cependant pas perdre de vue qu'il suffit de peu d'agents chimiques ou bactériologiques pour équiper de nombreuses armes.

M. Kay affirme que l'administration n'a trompée personne. Elle a cependant commis une erreur en insistant sur la seule question des armes de destruction massive. Il aurait fallu également insister sur la nature du régime de Saddam Hussein et ses liens avec les terroristes, y compris Al Qaïda. La question des armes de destruction massive n'a été mise en avant que parce qu'elle permettait de mettre d'accord toutes les agences de renseignement.

Charles Kennedy



Charles Kennedy est le président du Parti libéral démocrate britannique.

« Il n'y a qu'une question dont le public veut la réponse. Et Lord Butler ne va pas y répondre »

Source : The Independent

Référence : « There is only one question the public want an answer to. And Lord Butler won't provide it », par Charles Kennedy, *The Independent*, 8 février 2004.

Mardi matin, j'ai dit à **Tony Blair** que le Parti libéral démocrate britannique ne participerait pas à l'enquête de la Commission Butler car cette dernière ne va se pencher que sur le processus de collecte des renseignements et pas sur les raisons de notre entrée en guerre. Mon parti a voté contre cette guerre et estime que la démonstration de sa nécessité n'a pas été faite.

Depuis la chute de Saddam Hussein, il y a peu de doute que tôt ou tard le gouvernement devra s'expliquer, mais tout comme la **Commission Hutton**, la Commission Butler ne devra pas se pencher sur la question. Aujourd'hui, 54 % des Britanniques estiment que le Premier ministre mentait. Ce manque de confiance dans les personnes en charge du pouvoir sape nos institutions et notre démocratie.

J'estime que les services de renseignement ne doivent pas servir de bouc émissaire à de mauvaises décisions politiques. Les erreurs des services doivent être étudiées, mais les jugements de ces services sont souvent accompagnés de réserves. Leurs erreurs n'excusent donc pas tout dans les mauvaises prises de décisions politiques. Ma décision de ne pas participer à cette commission ne signifie pas que je pense que son travail est inutile, mais que son objectif et son sujet d'étude ne permettront pas de restaurer la confiance. On ne peut pas non plus compter sur le Parti conservateur qui a soutenu Tony Blair.

Quoi qu'il en soit, ce sera aux électeurs de se prononcer lors des prochaines élections.

Recep Tayyip Erdogan



Recep Tayyip Erdogan est Premier ministre turc.

« La voie vers la démocratie au Proche-Orient »

Source : The Independent

Référence : « The road to Middle East democracy », par Recep Tayyip Erdogan, *The Independent*, 9 février 2004. Cette tribune est adaptée d'un discours du Premier ministre à l'université d'Harvard.

Il existe aujourd'hui au Proche-Orient une demande réelle pour plus de démocratie dans toute la région et, plus largement, dans tout le monde arabe.

Jusqu'ici, le monde musulman a été laissé à l'écart du marathon pour le développement politique, économique et humain. Face à cela, il existe une tendance dans ces pays à en rejeter la faute sur les autres mais, entant que chef du gouvernement d'un pays à la fois en Occident et dans le monde musulman, je pense qu'il faut chercher les raisons, et les solutions, à l'intérieur même de la région.

Les pays du Proche-Orient se trompent s'ils croient que les conseils de démocratisation sont des interventions mal intentionnées. Les démocraties tentent de protéger et de développer l'idéal démocratique. Dans ce domaine, il y a beaucoup à tirer de la globalisation. Le processus de démocratisation de la Turquie a beaucoup gagné de nos échanges avec les États-Unis et l'Union européenne. Deux régions qui, quoi qu'en disent **Robert Kagan**, partagent le même attachement à la démocratie, un attachement qui n'a rien avoir avec la religion.

Richard L. Armitage



[Richard L. Armitage] est secrétaire d'État adjoint. Il a été secrétaire à la Défense adjoint pour les relations avec la Chine et le Japon sous l'administration Reagan.

« Les États-Unis restent attentifs à la question des armes nucléaires nord-coréennes »

Source : Asahi Shimbun

Référence : « U.S. won't relent on North Korean nuke issue, par Richard L. Armitage, *Asahi Shimbun*, 9 février 2004. Ce texte est adapté d'une interview.

La Corée du Nord a annoncé sa participation aux discussions entre les six pays qui reprendront le 25 février et nous sommes reconnaissant à la Chine d'avoir poussé Pyongyang dans ce sens. Nous voulons convaincre ce pays que nos intentions ne sont pas agressives, mais que, pour des raisons de sécurité, nous désirons une élimination complète de leur programme d'armement nucléaire, y compris des systèmes d'enrichissement d'uranium dont ils ont avoué la possession à James Kelly avant de se rétracter.

Abdul Qadeer Khan, le scientifique nucléaire pakistanais, a avoué avoir aidé les programmes nucléaires iranien, libyen et nord-coréen, mais il ne s'agit que d'un individu et rien ne prouve que le gouvernement du Pakistan était impliqué. Je ne pense donc pas que ces révélations auront un impact sur les discussions à six. Lors de ces discussions, il sera en revanche question des enlèvements de citoyens japonais par la Corée du Nord et nous soutiendrons les demandes de libération de **Junichiro Koizumi**. Pour nous, les libérations sont aussi importantes que la non-prolifération. Nous voulons régler ces questions pacifiquement et le changement de régime n'est pas notre objectif dans ce pays. En Irak, il est possible de limiter le nombre d'attentat en étant plus attentif et que nous bénéficions de l'aide des Irakiens contre les intrusions de terroristes étrangers. Le transfert de souveraineté ne règlera pas le problème, mais convaincra les Irakiens que nous sommes bien venus en libérateur. Notre présence militaire restera nécessaire dans ce pays cependant. Le Japon nous aide car il a compris que l'inaction était plus risquée que l'action. Dans le même temps, nous sommes en train d'étudier le redéploiement de nos troupes en Asie.